

# L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

## LA POLITIQUE DU GÂTEAU

**L**a politisation, ce mal incurable ? Une pratique immuable en tout cas, quelles que soient les coalitions au pouvoir ou les niveaux de pouvoir. La N-VA, qui s'est fait la championne de la « politique autrement », va se battre comme un lion et comme les autres, pour décrocher une (grosse) part de la timbale qui se profile avec ces dizaines de postes à attribuer (et d'où éjecter des socialistes...). La Flandre, qui se gausse souvent des tares de la Wallonie et de Bruxelles en matière de gouvernance publique, est empêtrée depuis plusieurs jours dans le vaudeville de la nomination d'un gouverneur de Flandre-Orientale.

La politisation n'est pas un mal en soi. Il est même très logique que

le politique se mêle des nominations pour les organismes qui sont le bras armé de l'État ou pour défendre ses intérêts d'actionnaire. Il en va ainsi des six patrons des Services publics fédéraux - du très lourd ! - à renouveler sous peu. Ou des administrateurs de la SFPI ou de bpost.

Mais le bât blesse dans la logique qui préside souvent à ces nominations : satisfaire d'abord les desiderata des différents partis concernés avant de répondre aux besoins de l'institution où l'on parachute le ou la « créature » politique. Des procédures ont été

mises en place pour garantir le niveau de compétences de l'heureux(se) élu(e), son adéquation au poste à pourvoir et aux équilibres internes de l'organisme

### La politisation n'est pas un mal en soi

concerné. Mais cette objectivation concerne encore trop rarement le top de ces entités publiques régi par le grand marchandage entre partis.

Obsédé avant tout par la répartition du « gâteau » entre les partis au pouvoir, le politique n'est donc pas souvent le meilleur partenaire

des entreprises et organismes concernés. Comment expliquer que le gouvernement fédéral ait laissé trois chaises vides durant plusieurs mois au conseil de bpost ? Ou la réforme à la hussarde de la gouvernance de la Banque nationale sous la pression inattendue d'une crise de « genre » ? Ou l'imbroglio au sommet de la Creg ?

Plus facile pour le Premier mi-

nistre et les présidents de parti de gérer le puzzle des postes en globalisant les « vacatures » existantes ou forcées ? Sans doute, mais sans certitude que ce qui fera le bonheur des partis et de leurs fidèles, ainsi récompensés, fera aussi celui des organismes à diriger ou à contrôler. Saupoudrer le tout de « femmes » ne changera rien au fond du problème.